

compenser les déséquilibres récents dans la balance commerciale. En matière de politique économique, il n'y a pas de place pour l'aventure. Je crois que l'adoption d'une politique de libre échange puriste, loin de produire les résultats voulus au Canada, les rendrait impossible à atteindre.

Comme beaucoup le pensent, il ne me semble pas que l'industrie secondaire puisse se développer assez librement ni prendre une orientation véritablement efficace, si l'on veut qu'elle existe, comme on vient de le dire, si l'on ne voit en elle qu'un prolongement de l'économie du XIX<sup>e</sup> siècle, qu'un simple appoint du secteur primaire ou qu'un appendice du secteur des services qui, bien que moins important, est en pleine expansion. Nous devons donc nous assurer qu'aucune disposition de libre échange ne risque d'entraîner la destruction de certaines de nos industries secondaires, spécialement dans les secteurs les plus vulnérables et faire en sorte que cela ne se produise pas.

Les industries de transformation, lorsqu'elles produisent à pleine capacité, créent des valeurs économiques importantes, avec l'aide de ressources matérielles modestes. Néanmoins, elles apportent une importante contribution à la croissance du PNB et à la productivité de la nation, et permet à celle-ci de s'affirmer dans le jeu de la concurrence et de progresser. On doit reconnaître que cela contribue également à relever le niveau de vie de ses citoyens.

● (2040)

Le Canada, pays en plein essor et assujéti à la forte concurrence internationale, ne peut, à mon avis, se permettre des risques trop inconsidérés qui auraient pour effet d'entraîner la diminution ou la stagnation de sa production, laquelle mesure fidèlement sa croissance réelle et son véritable niveau d'emploi. Depuis deux ans, nous avons pu constater les résultats du relâchement des contrôles à l'importation et la manière dont nous en avons été affectés. Je répète que, dans ma propre province, le relâchement de ces contrôles a fait disparaître la ganterie, a mortellement frappé l'industrie de la chaussure, a entraîné la fermeture ou la stagnation d'un grand nombre d'établissements de l'industrie textile et de l'industrie du verre, et a provoqué l'instabilité et l'insécurité dans certaines de nos industries de fabrication secondaire. Un grand nombre de nos fabricants sont devenus importateurs et, d'une façon générale, l'emploi a ralenti et les industries ont été ébranlées.

On favorise maintenant ici le libre-échange intégral dans l'espoir d'assurer l'expansion de notre commerce international. Il faut cependant se montrer très prudent quand cette politique entraîne la remise en question ou la disparition d'un certain nombre de nos industries principales qui garantissent un fort pourcentage de notre emploi et de notre produit national brut. Il faut également se montrer prudent dans une situation d'inégalité entre d'une part le Canada, qui a un niveau de vie élevé—même s'il est passé du troisième au septième rang et même si notre pays s'est doté de mesures les plus protectrices au monde et qu'il lui en coûte très cher pour se mettre à l'abri de conditions climatiques difficiles qui persistent une bonne partie de l'année—et d'autre part les pays qui sont nos associés commerciaux. Ces pays ont un niveau de vie beaucoup moins élevé, n'ont pas de législation sociale qui fait pression sur leur économie et n'ont pas à dépenser de fortes sommes pour se protéger contre des conditions climatiques difficiles. Ils peuvent assurer à leur industrie une main-d'œuvre à bon marché abondante et qui n'exige pas la rémunération de ses loisirs, qui ne demande ni une grande protection ni d'avantages sociaux, qui se contente d'un

pouvoir d'achat modeste, car ses besoins immédiats ne sont pas extravagants.

Nous n'appliquons pas en réalité envers ces pays les mêmes règles de jeu que celles qu'ils appliquent envers nous. Les recommandations visant au libre échange absolu me renversent et le Canada ne peut en retirer que des désavantages. Dans les circonstances, il est absolument impossible que des échanges parfaitement libres avec l'étranger puissent être avantageux pour le Canada. Les industries canadiennes qui, normalement, procurent de l'emploi à des centaines de milliers de Canadiens disparaîtraient. Nos forces économiques seraient rapidement drainées au profit des pays étrangers avec lesquels nous commerçons, parce qu'en définitive, le Canada ne pourrait, de façon générale, en retirer que des désavantages en raison des inégalités économiques entre le Canada et les pays avec lesquels nous faisons des échanges. En effet, nos exportations seraient très inférieures à nos importations.

Par contre, ce serait différent et je serais d'accord si une réciprocité réelle était assurée dans certains secteurs désignés de l'économie et si la réciprocité était utilisée à l'intérieur d'un groupe de pays formant bloc en vue de mieux équilibrer les échanges, grâce à des pouvoirs d'achat respectifs équilibrés et à des accords conclus pour stimuler les échanges commerciaux dans un domaine ou une industrie défavorisés sous certains rapports.

Dans ces échanges commerciaux avec les autres pays, le Canada doit, de toute nécessité, prendre comme position d'aider son industrie, l'employeur le plus important au Canada, chaque fois que cela s'impose pour éviter la stagnation économique à l'intérieur au lieu d'appliquer la règle absolue de libre échange. A mon avis, honorables sénateurs, le Canada aurait avantage à favoriser l'expansion de son commerce avec l'étranger grâce à de bons traités, assurant une réelle réciprocité dans des domaines non stratégiques où peuvent exister des avantages mutuels et où les risques sont minimes. Malgré leurs imperfections, les accords du GATT ont, sauf dans certains domaines connus de certaines industries secondaires, été assez avantageux pour notre pays. Nous ne devrions pas sacrifier ni condamner des secteurs entiers de notre industrie secondaire pour quelques avantages passagers, douteux et incertains qui, comme nous l'avons appris, n'ont jamais rapporté autant qu'il auraient dû et n'ont servi qu'à rendre notre balance commerciale encore plus défavorable.

Ce que je dis laisse entendre que je ne suis pas d'accord avec le Conseil économique du Canada sur les avantages qu'une politique de libre échange sans restrictions apporterait au Canada. Rien ne prouve qu'une telle politique serait de quelque utilité pour le Canada. Je trouve qu'il n'y a dans ce domaine que des affirmations théoriques, sans fondement, qui ne doivent pas être mises à l'essai par le Canada.

Il y a quelques mois, Ronald McPherson, conseiller en économie des affaires de Toronto, a déclaré que «le libre échange pourrait créer plus de problèmes pour l'économie canadienne qu'il n'en pourrait résoudre».

● (2050)

Cela s'est avéré tout au long de l'histoire chaque fois et partout où l'on a mis à l'essai la formule de libre échange. Le libre échange intégral mettrait l'industrie secondaire canadienne dans la pire position économique possible, et elle pourrait difficilement s'en relever à un moment où quatre ou cinq de ses secteurs importants éprouvent de graves difficultés à cause de la part généreuse que le Canada fait aux importations.